

LIBRAIRIE

Presses de Sciences Po | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

**2014/1 - N° 121
pages 173 à 220**

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2014-1-page-173.htm>

Pour citer cet article :

« Librairie »,
Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 2014/1 N° 121, p. 173-220. DOI : 10.3917/ving.121.0173

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Colonies et outre-mers

GUIGNARD DIDIER, *L'Abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale (1880-1914) : visibilité et singularité*, Nanterre, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2010, 547 p., 25 €.

Dans ce livre, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2008, Didier Guignard explore l'abus de pouvoir en Algérie coloniale, entre 1880 et 1914, période favorable à l'émergence de scandales mobilisateurs puisque, jusqu'en 1897, les abus, jusque-là, gagnent en visibilité, engendrant une « crise algérienne » de la République. De 1898 à 1914, la boîte de Pandore des abus et scandales est progressivement refermée.

La première partie de l'ouvrage expose les conditions favorables à la fraude. Les complexités de l'administration et de la justice coloniales, une culture de l'abus commune aux élus, fonctionnaires et administrés en sont autant d'éléments, tout comme le clientélisme favorisé par les conditions économiques et démographiques de la colonie et dans lequel certains auxiliaires-indigènes trouvent leur place. Face aux abus, les « indigènes » développent de fortes capacités d'adaptation : la sous-administration, les défaillances du contrôle et des poursuites ouvrent la voie à l'autorégulation.

La deuxième partie est consacrée à la dénonciation des abus et à la fabrique des « scandales algériens ». Les plaintes révèlent pour la plupart des conflits de pouvoir économique et politique et sont essentiellement portées par des dénonciateurs européens, le droit pour les « indigènes » de dénoncer les abus étant limité. À partir de 1891, les scandales algériens font la une des quotidiens parisiens. Les contradictions internes qui tiraillent l'État colonial (luttres pour le pouvoir local et conflits de compétences) provoquent les dénonciations dans une violence médiatique propre à l'Algérie. Le scandale devient national en trouvant un écho en métropole : la jonction des champs médiatiques algérien et métropolitain s'opère vers 1890. L'Assemblée y prête attention et les enquêtes se multiplient, comme ailleurs en

Europe. Si la fenêtre des enquêtes est « tout juste entrebâillée », la somme des abus rapportés est importante.

Dans cette histoire, le succès du rapprochement des antisémites de France et d'Algérie en 1897-1898 tient une place particulière : il est la conséquence des dénonciations ordurières portées dans cet espace médiatique commun et une cause de l'étouffement progressif des scandales. Face au succès des antijuifs, élus républicains et gouvernement réduisent considérablement les dénonciations et la recherche des abus et laissent se reconstituer les clientèles locales.

Par son attention au 19^e siècle algérien, son souci d'écrire une histoire sociale du politique et de chercher à comprendre les interactions entre « indigènes » et administration dans toute leur complexité, ce livre s'inscrit dans le renouveau récent des études coloniales. Sa qualité tient à l'attention portée aux conditions économiques et sociales qui rendent l'abus possible, à la quantité impressionnante d'archives dépouillées et de cas analysés à des échelles différentes. L'insertion de la question à une échelle plus petite est cependant négligée, alors que la Tunisie et le Maroc, ainsi que l'Empire ottoman, connaissent au même moment des abus financiers et fiscaux, suscités par de forts endettements public et privé. Enfin, cette recherche reste tributaire d'une histoire coloniale qui, faute de recourir aux productions arabophones, ne parvient que très difficilement à faire entendre la parole des Algériens.

Augustin Jomier

BONIN HUBERT, DROZ BERNARD et RIVALLAIN JOSETTE (dir.), *Cent Ans d'histoire des outre-mers – SFHOM, 1912-2012*, Paris, Publications de la Société française d'histoire des outre-mers, 2013, 659 p., 20 €.

Publié à l'occasion du centenaire de la Société française d'histoire des outre-mers (SFHOM), ce livre, composé d'une quarantaine de contributions d'historiens spécialistes des questions coloniales et ultramarines mêle, dans ses trois premières parties, les éclairages thématiques, biographiques

ou monographiques autour de l'histoire de cette société et de sa principale publication. Les deux dernières parties reviennent sur une analyse critique et thématique de son contenu sur un siècle et sur l'évolution des enjeux mémoriels liés à la question coloniale.

La SFHOM, et son périodique *Outre-mers, revue d'histoire*, sont en effet héritières de la Société de l'histoire des colonies françaises fondée en juin 1912, et de la *Revue de l'histoire des colonies françaises*, créée en 1913, par Alfred Martineau. Plusieurs articles, notamment l'un de Nathalie Rezzi, l'autre de Bernard Droz, reviennent sur le parcours de celui qui fut une figure du monde colonial, et de ce que l'on a appelé le Parti colonial, au temps de l'apogée de l'Empire français. Cet ancien député boulangiste, au parcours colonial chaotique, allait fonder et occuper la chaire d'histoire coloniale de 1921 à 1935 et marquer l'historiographie coloniale pendant près d'un demi-siècle.

De 1913 à 1959, la *Revue de l'histoire des colonies françaises*, qui devient en 1931 la *Revue d'histoire des colonies*, s'inscrit donc dans une histoire académique au sens d'une histoire officielle, idéologiquement et institutionnellement produite par le colonisateur. Elle forme cependant une riche source documentaire sur le monde colonial tel qu'il se perçoit et perçoit son histoire. La quatrième partie du livre est ainsi consacrée à une analyse critique du contenu de la revue, Olivier Blamangin étudiant, d'une part, son contenu de 1913 à 1939 et, d'autre part, des articles par grands ensembles coloniaux.

Il faut attendre 1959, et un stade déjà bien avancé de la décolonisation, pour que la *Revue d'histoire des colonies* devienne la *Revue française d'histoire d'outre-mer* sous l'impulsion de Robert Delavignette et du directeur Hubert Deschamps, celui-ci et la rédaction mettant davantage en adéquation le contenu de la revue avec l'évolution historique de son objet. Ces deux figures du colonialisme éclairé des années 1930-1950 (ils sont à la fois anciens membres dirigeant de l'administration coloniale et universitaires) commencent à élargir les perspectives avant que le milieu académique ne prenne véritablement les rênes de la

revue dans les années 1970 avec les signatures des principaux spécialistes de la question. Au-delà de l'étude d'une institution, l'ouvrage fournit ainsi une somme à multiples entrées sur les glissements successifs de l'histoire et de l'historiographie coloniales.

Pierre Ramognino

Relations franco-chinoises

LINCOT EMMANUEL, *Esquisse de Chine*, Paris, Belin, 2013, 215 p., 23 €.

Emmanuel Lincot est spécialiste de l'histoire culturelle de la Chine contemporaine et enseigne à l'Institut catholique de Paris. Son *Esquisse de Chine* est un essai éminemment personnel sur les relations franco-chinoises ; il paraît quelques mois avant que ne soit célébré en janvier 2014 le cinquantième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre Paris et Pékin. L'ouvrage comporte vingt-neuf brefs chapitres, de quelques pages chacun, où il est question de sujets aussi divers que de la place du paysage dans la peinture chinoise, des juifs de Shanghai, des maoïstes français, de l'autre Chine (Taiwan) ou des efforts récents d'établissement d'un *soft power* chinois. Présenté comme une alternative à un savoir historique, ce volume sur les passions franco-chinoises (cela a failli en être le titre) est une promenade à travers des lieux et des figures importantes des relations franco-chinoises.

Le lecteur circule dans les lieux qu'a parcouru l'auteur : Jiayuguan, ville de l'Ouest chinois à la porte du Xinjiang, l'ancien Turkestan oriental, Wuhan, la capitale du Hubei, le lac de Hangzhou, mais aussi le désert de Retz ou les quartiers chinois de Paris. Les personnalités évoquées sont des hommes politiques (Mao Tsé-toung, Chou Enlai, Deng Xiaoping ou le général de Gaulle), de très nombreux artistes (Zao Wou-ki) ou écrivains (Victor Segalen, Henri Michaux, Julien Blaine), des intellectuels chinois (Liang Shuming) ou français (Philippe Sollers), des hommes politiques (Édouard Herriot, Romain Rolland) des